

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204339]

15 OCTOBRE 2020. — Décret relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2012/27/EU du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, la directive 2018/2002 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à l'efficacité énergétique et la directive 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° l'énergie thermique : l'énergie sous forme de vapeur, d'eau chaude ou de fluides réfrigérants;
- 2° le réseau d'énergie thermique : la distribution d'énergie thermique à partir d'une installation centrale ou décentralisée de production et à travers un réseau de canalisations vers plusieurs bâtiments ou sites, pour le chauffage ou le refroidissement de locaux ou pour le chauffage ou le refroidissement industriel;
- 3° le compteur d'énergie thermique : le compteur qui indique la consommation réelle d'énergie thermique du consommateur;
- 4° l'opérateur de réseau d'énergie thermique : toute personne physique ou morale qui est propriétaire d'un réseau d'énergie thermique ou disposant d'un droit lui assurant la jouissance de ce réseau;
- 5° le fournisseur d'énergie thermique : toute personne physique ou morale qui vend de l'énergie thermique à des consommateurs;
- 6° l'utilisateur du réseau : toute personne physique ou morale qui alimente le réseau ou est desservie par celui-ci en qualité de producteur ou de consommateur;
- 7° le raccordement : l'ensemble des équipements nécessaires pour relier les installations de l'utilisateur du réseau au réseau d'énergie thermique, y compris généralement les installations de mesure, et les services y relatifs;
- 8° chaleur et froid fatals : la chaleur ou le froid inévitablement produits en tant que sous-produit dans des installations industrielles ou des installations de production d'électricité, ou dans le secteur tertiaire, et qui, faute d'accès à un réseau d'énergie thermique, ne seraient pas utilisés et se dissiperaient dans l'atmosphère ou dans l'eau, lorsqu'un processus de cogénération est ou sera utilisé ou lorsqu'il n'est pas possible de recourir à la cogénération;
- 9° accumulateur thermique : unité de stockage transportable ou fixe contenant un matériau caloporteur destiné à la distribution ou à la vente d'énergie thermique ou calorifique;
- 10° Administration : le département de l'Énergie du SPW Territoire Logement Patrimoine Énergie;
- 11° communauté d'énergie renouvelable : une entité juridique :
 - a) qui, conformément au droit national applicable, repose sur une participation ouverte et volontaire, est autonome, est effectivement contrôlée par les actionnaires ou des membres se trouvant à proximité des projets en matière d'énergie renouvelable auxquels l'entité juridique a souscrit et qu'elle a élaborés;
 - b) dont les actionnaires ou les membres sont des personnes physiques, des PME ou des autorités locales, y compris des municipalités;
 - c) dont l'objectif premier est de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à ses actionnaires ou à ses membres ou en faveur des territoires locaux où elle exerce ses activités, plutôt que de rechercher le profit.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Section 1. — Comptage

Art. 3. L'opérateur de réseau d'énergie thermique propose des compteurs d'énergie thermique à des prix concurrentiels aux consommateurs.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'un bâtiment est alimenté par un réseau d'énergie thermique, un compteur est installé sur l'échangeur de chaleur ou au point de livraison.

§ 2. Dans les immeubles comprenant plusieurs appartements et les immeubles mixtes alimentés par un réseau d'énergie thermique, des compteurs individuels sont installés pour mesurer la consommation de chaleur, de froid ou d'eau chaude sanitaire de chaque unité de bâtiment, lorsque cela est techniquement possible et lorsque cela est efficace au regard des coûts, c'est-à-dire proportionné aux économies d'énergie susceptibles d'être réalisées.

§ 3. Lorsqu'il n'est pas techniquement possible d'utiliser des compteurs individuels pour mesurer la consommation de chaleur dans chaque unité de bâtiment ou lorsque cela n'est pas efficace au regard des coûts, des répartiteurs des frais de chauffage individuels sont utilisés pour mesurer la consommation de chaleur.

§ 4. Le Gouvernement peut déterminer des méthodes de mesure de consommation de chaleur moins onéreuses que les répartiteurs de frais de chauffage individuels pour les cas où il est démontré que l'installation de répartiteurs de frais de chauffage individuels ne peut se faire dans un bon rapport coût-efficacité.

§ 5. Dans les nouveaux immeubles comprenant plusieurs appartements et dans la partie résidentielle des nouveaux immeubles mixtes qui sont alimentés par un réseau d'énergie thermique, des compteurs individuels sont prévus pour l'eau chaude sanitaire, peu importe le coût de l'installation.

§ 6. Lorsque des travaux importants de rénovation d'un bâtiment sont réalisés, des compteurs individuels pour l'eau chaude sanitaire sont installés si le bâtiment n'en disposait pas avant la rénovation.

Le Gouvernement peut préciser les termes repris dans le présent paragraphe. Le bâtiment rénové est soumis aux règles des paragraphes 2 à 4 du présent article pour les compteurs d'énergie thermique.

Art. 5. Lorsque des immeubles comprenant plusieurs appartements ou des immeubles mixtes sont alimentés par un réseau d'énergie thermique ou lorsque de tels bâtiments sont principalement alimentés par des systèmes de chaleur ou de froid collectifs, les règlements de copropriété contiennent des règles transparentes de répartition des frais liés à la consommation d'énergie thermique afin d'assurer une comptabilisation transparente et exacte de la consommation individuelle.

Art. 6. Le Gouvernement peut imposer des exigences relatives à la lecture à distance des compteurs d'énergie thermique à installer à des fins de facturation et d'information du consommateur sur le moment auquel l'énergie thermique a été utilisée.

Le Gouvernement peut imposer des exigences techniques aux compteurs d'énergie thermique.

Art. 7. Les consommateurs reçoivent sans frais toutes leurs factures ainsi que les informations relatives à la facturation pour leur consommation d'énergie. Les consommateurs ont également accès sans frais aux données relatives à leur consommation soit sur le site internet de leur fournisseur d'énergie thermique, soit dans leur facture ou dans une annexe à leur facture.

Les fournisseurs mettent à disposition sur leur site internet un numéro de téléphone et une adresse mail de contact que les consommateurs pourront utiliser pour obtenir les informations visées au paragraphe 1^{er} à la demande.

Art. 8. La répartition des frais liés aux informations relatives à la facturation pour la consommation individuelle d'énergie thermique dans les immeubles comprenant plusieurs appartements et dans les immeubles mixtes est effectuée sur une base non lucrative. Toutefois, les coûts résultant de l'attribution de cette tâche à un tiers et couvrant le relevé, l'imputation et la comptabilisation des consommations individuelles réelles de tels bâtiments peuvent être facturés au consommateur, dans la mesure où ces coûts restent raisonnables.

Le Gouvernement peut prendre des mesures pour stimuler la concurrence entre les opérateurs afin de garantir des coûts raisonnables pour les services de comptage divisionnaire visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. § 1^{er}. L'opérateur de réseau d'énergie thermique est tenu de fournir les informations suivantes aux consommateurs finals :

- 1° les données relatives à leur consommation d'énergie thermique;
- 2° les données de comptage;
- 3° les données relatives aux performances énergétiques du réseau d'énergie thermique et à la part d'énergie thermique produite à partir de source renouvelable dans le réseau d'énergie thermique.

§ 2. Dans le cas où un consommateur final consomme de l'énergie thermique qui ne provient pas d'un réseau d'énergie thermique, l'installateur du compteur d'énergie thermique sera tenu de lui fournir les informations visées au § 1.

§ 3. À partir de l'entrée en vigueur du présent décret, lorsque des compteurs ou des répartiteurs de frais de chauffage lisibles à distance ont été installés, les données relatives à la consommation d'énergie thermique doivent être fournies aux consommateurs au moins une fois par trimestre sur demande ou lorsque le client final a opté pour une facture électronique, ou deux fois par an dans les autres cas.

À partir du 1^{er} janvier 2022, lorsque des compteurs ou des répartiteurs de frais de chauffage lisibles à distance ont été installés, les données relatives à la consommation d'énergie thermique sont communiquées aux utilisateurs finals au moins une fois par mois.

Lorsque des compteurs ou des répartiteurs de frais de chauffage lisibles à distance n'ont pas été installés les données relatives à la consommation d'énergie thermique doivent être fournies aux consommateurs finals semestriellement.

§ 4. Les données relatives aux performances énergétiques et à la part d'énergie thermique produite à partir de source renouvelable doivent être fournies au minimum trimestriellement dans le cas d'un compteur lisible à distance et semestriellement pour les autres compteurs et dans les cas où il y a une demande de raccordement.

§ 5. Le Gouvernement peut préciser les tâches visées aux paragraphes 1 et 2 et en prévoir les modalités.

Art. 10. L'opérateur de réseau d'énergie thermique est tenu de transmettre annuellement les informations suivantes à l'Administration :

- 1° Pour tous les réseaux d'énergie thermique :
 - a) le total de l'énergie primaire consommée et de l'énergie produite en GWh ou MWh;
 - b) le total de l'énergie consommée sur le réseau, en GWh ou MWh, agrégée à partir des données des consommateurs finaux;
 - c) la part d'énergie renouvelable, la part d'énergie issue de chaleur fatale et la part d'énergie issue de cogénération de qualité, en % de l'énergie globale produite;
 - d) la puissance thermique nominale individuelle, en MW, et le combustible de chaque producteur d'énergie raccordé au réseau d'énergie thermique;
 - e) les différents types de consommateur finaux et leur répartition (part de l'énergie consommée et nombre de raccordement) suivant les 3 catégories suivantes : résidentiel, tertiaire, industrie;
- 2° En complément, pour les réseaux d'énergie thermique à partir d'une puissance de 200 kW :
 - a) le total de l'énergie consommée sur le réseau, au niveau de l'injection sur le réseau, dans l'objectif de calculer les pertes en ligne dudit réseaux, en GWh ou MWh;
 - b) la part de l'énergie produite liée à chaque générateur.

Le Gouvernement précise le contenu des données et les modalités de transmission.

Section 2. — Protection de la vie privée

Art. 11. § 1^{er}. L'opérateur de réseau d'énergie thermique et le fournisseur d'énergie thermique garantissent la protection de la vie privée des consommateurs conformément à la législation en vigueur et aux dispositions du Règlement 2016/679/UE. Les compteurs doivent être conçus de manière à éviter la destruction, accidentelle ou illicite, l'accès et la modification des données à caractère personnel ainsi qu'à permettre une communication sécurisée de ces données.

§ 2. L'opérateur de réseau d'énergie thermique est le responsable de traitement des données à caractère personnel issues du compteur qu'il collecte.

L'opérateur de réseau d'énergie thermique traite les informations issues du compteur uniquement pour réaliser ses missions légales ou réglementaires ou pour réaliser toute autre mission légitime pour laquelle le consentement des personnes concernées a été donné de manière libre et explicite pour des finalités spécifiques.

Le fournisseur d'énergie thermique est le responsable de traitement des données à caractère personnel fournies par l'opérateur de réseau d'énergie thermique et traite ces données pour réaliser ses missions légales ou réglementaires ou pour réaliser toute autre mission légitime pour laquelle le consentement des personnes concernées a été donné de manière libre et explicite pour des finalités spécifiques.

Les données de comptage à caractère personnel en ce compris les données personnelles dérivées ne peuvent être conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En tout état de cause, ce délai ne peut pas excéder cinq ans, sauf dans le cas où l'opérateur de réseau d'énergie thermique a l'obligation pour la réalisation de ses missions de conserver les données pour une durée supérieure à cinq ans. Dans ce cas, l'opérateur de réseau d'énergie thermique motive et limite la prolongation de la conservation des données. En tout état de cause, les données sont supprimées lorsqu'elles ne sont plus nécessaires à la réalisation des missions de l'opérateur de réseau d'énergie thermique.

Les données à caractère personnel sont transmises de façon anonyme dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

§ 3. Sans préjudice du droit permanent de l'opérateur de réseau d'énergie thermique, nul ne peut lire, exporter ou traiter les informations d'un compteur sans l'accord préalable, libre, spécifique, éclairée et univoque du consommateur concerné sauf lorsque la divulgation à un tiers est autorisée par une disposition légale ou réglementaire et/ou lorsque les informations sont transmises à un sous-traitant agissant au nom et pour le compte de l'opérateur de réseau d'énergie thermique.

Sont interdits, les traitements de données de comptage à caractère personnel ayant les finalités suivantes :

- 1° le commerce de données de comptage à caractère personnel;
- 2° le commerce d'informations ou de profils énergétiques établis statistiquement à partir des données de comptage à caractère personnel mesurées périodiquement qui permettent de déduire les comportements d'un consommateur;
- 3° l'établissement de listes de consommateurs concernant les fraudeurs et les mauvais payeurs. Par dérogation au paragraphe 2, le tiers qui collecte des informations via le port de sortie de données ou d'impulsions mises à disposition de l'utilisateur sur le compteur ou via tout autre dispositif devient le responsable du traitement des données à caractère personnel pour les informations qu'il collecte.

§ 4. Les consommateurs sont informés par l'opérateur de réseau d'énergie thermique et le fournisseur d'énergie thermique suite à l'installation du compteur et préalablement à la mise en œuvre du traitement des données fournies par les compteurs :

- 1° des finalités précises du traitement;
- 2° du type de données collectées et traitées;
- 3° de la durée du traitement et de la conservation des données;
- 4° du fait qu'il est le responsable de ce traitement des données;
- 5° des destinataires ou catégories de destinataires des données;
- 6° de la procédure applicable concernant l'exercice du droit d'accès, de rectification et d'opposition des données, en ce compris les coordonnées du service compétent à cet effet.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont communiquées de manière neutre, uniforme et claire à travers différents canaux d'information tels que des brochures, lettres ou sites internet.

L'opérateur de réseau d'énergie thermique et le fournisseur d'énergie thermique indiquent sur leur site internet les coordonnées du service compétent auprès duquel les personnes concernées peuvent exercer les droits précités en matière de vie privée.

Section 3. — Soutien à la production d'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique

Art. 12. Le Gouvernement peut mettre en place une aide à la production d'énergie thermique modulable selon les filières, pour les nouvelles installations de production d'énergie thermique à partir de sources d'énergie renouvelables, de chaleur ou de froid fatale ou de cogénération de qualité.

Art. 13. Le Gouvernement peut mettre en place un mécanisme d'aide à l'investissement pour les nouveaux réseaux d'énergie thermique et pour l'extension ou la rénovation substantielle des réseaux d'énergie thermique existants lorsque l'énergie thermique qui est distribuée via les réseaux est produite à partir de sources d'énergie renouvelables, de chaleur fatale ou de cogénération de qualité ou un accumulateur thermique dont l'énergie stockée est produite à partir de sources d'énergie renouvelables, de chaleur fatale ou de cogénération de qualité. Le Gouvernement précise la notion de rénovation substantielle.

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à imposer une performance environnementale aux installations de production et aux réseaux qu'ils servent ou non à la vente d'énergie thermique.

§ 2. Le Gouvernement met en place un mécanisme permettant de garantir la source renouvelable de l'énergie thermique.

§ 3. Le Gouvernement met en place un cadre favorable visant à promouvoir et à favoriser le développement de communautés d'énergie renouvelable.

CHAPITRE III. — Réseau d'énergie thermique avec vente

Section 1. — Opérateur de réseau d'énergie thermique et fournisseur d'énergie thermique

Art. 15. En plus des dispositions générales visées au Chapitre 2, lorsqu'un réseau d'énergie thermique est utilisé pour vendre de l'énergie thermique à un ou plusieurs consommateurs, un opérateur de réseau d'énergie thermique et au moins un fournisseur d'énergie thermique sont requis.

Art. 16. Le Gouvernement prévoit les conditions et modalités de désignation d'un opérateur de réseau d'énergie thermique sur base de :

- 1° l'honorabilité et l'expérience professionnelle du demandeur, ses capacités techniques et financières et la qualité de son organisation;
- 2° la capacité du demandeur à rencontrer les besoins des consommateurs;
- 3° le respect des tâches qui lui sont confiées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement peut également prévoir les conditions et modalités de désignation d'un opérateur de réseau d'énergie thermique sur base de l'implication citoyenne ou locale.

Le Gouvernement définit les critères de révision ou de retrait de la désignation d'un opérateur de réseau d'énergie thermique, ainsi que la durée de validité de celle-ci.

Art. 17. L'opérateur de réseau d'énergie thermique effectue les tâches suivantes :

- 1° la gestion, la maintenance, l'amélioration, le renouvellement et l'extension du réseau en vue de garantir une capacité adéquate pour rencontrer les besoins;
- 2° la gestion technique des flux d'énergie thermique sur le réseau;
- 3° assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau;
- 4° la constitution, la conservation et l'actualisation des plans du réseau, de même que l'inventaire des éléments constitutifs du réseau;
- 5° lors de la planification du développement du réseau, donner la priorité aux mesures d'efficacité énergétique afin d'éviter l'augmentation ou le remplacement de capacités du réseau;
- 6° la réparation d'interruptions et de pannes dans l'alimentation d'énergie thermique via son réseau;
- 7° le raccordement, le scellement, le débranchement et le rebranchement des utilisateurs du réseau d'énergie thermique et l'augmentation de la capacité des raccordements à son réseau d'énergie thermique;
- 8° le comptage des flux d'énergie thermique aux points de livraison des utilisateurs de même que la pose, l'entretien, l'activation et la désactivation des compteurs d'énergie thermique;
- 9° la fourniture des données de comptage aux fournisseurs d'énergie thermique en vue de la facturation et au consommateur qui en fait la demande;
- 10° la détection active et le constat de toutes formes de fraude d'énergie et la prise de mesures pour prévenir la fraude d'énergie;
- 11° la déclaration auprès de l'Administration de son réseau d'énergie thermique et du développement éventuel d'unités de production d'énergie thermique raccordées à ce réseau.

Le Gouvernement peut préciser les tâches visées à l'alinéa 1^{er} et en prévoir les modalités.

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement peut imposer des obligations de service public aux opérateurs des réseaux d'énergie thermique en ce qui concerne :

- 1° la fourniture d'informations et la concertation préalable en cas d'interruption des fournitures d'énergie thermique en vue de l'aménagement, l'entretien et la réparation du réseau ainsi que les mesures compensatoires prises en vue de restreindre les dommages d'une interruption;
- 2° les délais dans lesquels les demandes de nouveaux raccordements et d'adaptations aux raccordements sont traitées et exécutées;
- 3° la fourniture d'informations aux demandeurs d'un raccordement au réseau d'énergie thermique;
- 4° la priorité donnée aux installations de production d'énergie thermique à partir de sources d'énergie renouvelables, de chaleur fatale ou de cogénération de qualité;
- 5° le traitement de plaintes des demandeurs d'un raccordement au réseau d'énergie thermique;
- 6° la prise de mesures de nature sociale, comme des mesures de protection en cas de mauvais paiement et en cas de résiliation de contrat de fourniture.

§ 2. Si des obligations de service public sont imposées aux opérateurs des réseaux d'énergie thermique, les opérateurs des réseaux d'énergie thermiques sont tenus aux obligations suivantes :

- 1° tout opérateur de réseau d'énergie thermique s'abstient, dans le cadre de cette fonction, de discrimination entre les utilisateurs de son réseau, sous réserve des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur la base de l'article 14;
- 2° tout opérateur de réseau d'énergie thermique modalise le raccordement et l'accès à ce réseau par contrat avec les utilisateurs du réseau d'énergie thermique.

Art. 19. L'opérateur de réseau d'énergie thermique peut utiliser le domaine public pour l'aménagement et l'entretien de canalisations au-dessus ou au-dessous du domaine public et les équipements y associés s'il dispose d'une autorisation préalable d'accès au domaine, octroyée par le gestionnaire domanial. Les conditions que le gestionnaire domanial estime utiles lors de l'octroi de l'autorisation d'accès au domaine s'appliquent dans ce cadre.

Art. 20. En tant que disposant du droit d'utiliser la voirie pour y exécuter des chantiers, l'opérateur de réseau d'énergie thermique est soumis aux droits et obligations du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau.

Art. 21. Le Gouvernement précise les conditions et modalités de désignation d'un fournisseur d'énergie thermique, sur base de :

- 1° l'honorabilité et l'expérience professionnelle du demandeur, ses capacités techniques et financières et la qualité de son organisation;
- 2° la capacité du demandeur à rencontrer les besoins des consommateurs;
- 3° le respect des tâches qui lui sont confiées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement définit les critères de révision ou de retrait de la désignation d'un fournisseur d'énergie thermique, ainsi que la durée de validité de celle-ci.

Art. 22. Le fournisseur d'énergie thermique effectue les tâches suivantes :

- 1° la fourniture d'énergie thermique;
 - 2° la surveillance de l'équilibre pour sa propre fourniture entre l'injection d'énergie thermique et le prélèvement d'énergie thermique par les utilisateurs du réseau;
 - 3° la facturation pour la fourniture d'énergie thermique;
 - 4° l'information relative à la tarification et la facturation de l'énergie thermique;
 - 5° la prise de mesures de nature sociale, comme des mesures de protection en cas de mauvais paiement et en cas de résiliation du contrat de fourniture;
 - 6° la prise de mesures en cas d'interruption des fournitures d'énergie thermique ainsi que les mesures compensatoires prises en vue de restreindre les dommages d'une interruption;
 - 7° la fourniture des données relatives à la composition du mix énergétique et du bilan CO₂ à ses consommateurs.
- Le Gouvernement peut préciser les tâches visées à l'alinéa 1^{er} et en prévoir les modalités.

Art. 23. Le Gouvernement peut imposer des obligations de service public aux fournisseurs d'énergie thermique en ce qui concerne :

- 1° la régularité et la qualité des fournitures d'énergie thermique;
- 2° le service à la clientèle :
 - a) assurer une facturation claire, transparente, non discriminatoire et contrôlable des fournitures d'énergie thermique;
 - b) assurer un service efficace de gestion des plaintes;
- 3° la prise de mesures de nature sociale;
- 4° la prise de mesures en cas d'interruption des fournitures d'énergie thermique ainsi que les mesures compensatoires prises en vue de restreindre les dommages d'une interruption.

Section 2. — Sanction

Art. 24. L'opérateur de réseau d'énergie thermique ou le fournisseur d'énergie thermique qui ne respecte pas le présent décret est sanctionné d'une amende administrative dont le montant est compris entre 1 000 euros et 100 000 euros.

Le Gouvernement précise les modalités d'application et de calcul de l'amende administrative visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 25. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et agents chargés du contrôle du respect du présent décret, ainsi que les critères de désignation.

Art. 26. Les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement à cet effet constatent les manquements par procès-verbal.

Sur base des procès-verbaux de constatation de manquement, les fonctionnaires ou agents désignés par le Gouvernement à cet effet informent immédiatement le contrevenant et l'invitent à faire valoir ses observations, par écrit, dans un délai de vingt jours à dater de la réception du procès-verbal.

Art. 27. Le versement du montant de l'amende administrative se fait entre les mains du receveur de l'enregistrement au compte du Fonds énergie institué par le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, le Gouvernement requiert d'un huissier de justice qu'il procède à la signification de la décision visée à l'article 24, au débiteur de l'amende.

La signification contient commandement de payer, à peine d'exécution par voie de saisie dans le respect des formes et délais prescrits par le Code judiciaire, de même qu'une justification des sommes exigées.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 28. Sans préjudice de l'article 9, § 3, alinéa 2 :

1° les opérateurs, fournisseurs et utilisateurs de réseau d'énergie thermique dont la demande de permis d'urbanisme au sens du Code du Développement territorial ou de permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est introduite avant l'entrée en vigueur du présent décret ont deux années à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer au présent décret, à l'exception des réseaux situés sur des sites industriels;

2° le présent décret s'applique aux opérateurs, fournisseurs et utilisateurs de réseau d'énergie thermique dont la demande de permis d'urbanisme au sens du Code du Développement territorial ou de permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est introduite à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 octobre 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur,
de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2019-2020.

Documents du Parlement wallon, 229 (2019-2020) N^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 14 octobre 2020.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/204339]

15. OKTOBER 2020 — Dekret über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Einleitende Bestimmung und Definitionen*

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret werden die Richtlinie (EU) 2012/27 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG, die Richtlinie (EU) 2018/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU zur Energieeffizienz und die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Wärmeenergie: die Energie in Form von Dampf, heißem Wasser oder kalten Flüssigkeiten;

2° Wärmenetz: die Versorgung von mehreren Gebäuden oder Standorten mit Wärmeenergie von einer zentralen oder dezentralen Produktionsanlage aus durch ein Rohrleitungsnetz, zwecks der Heizung oder Kühlung von Räumen oder von Industrieanlagen;

3° Wärmeenergiezähler: der Zähler, der den tatsächlichen Verbrauch von Wärmeenergie seitens des Verbrauchers angibt;

4° Wärmenetzbetreiber: eine natürliche oder juristische Person, die ein Wärmenetz besitzt, oder über ein Recht verfügt, das ihm die Nutzung dieses Netzes sichert;

5° Wärmeenergieversorger: eine natürliche oder juristische Person, die den Verbrauchern Wärmeenergie verkauft;

6° Netznutzer: eine natürliche oder juristische Person, die als Erzeuger das Netz speist oder als Verbraucher aus dem Netz Energie bezieht;

7° Anschluss: sämtliche Ausrüstungen, die nötig sind, um die Anlagen des Netznutzers an das Wärmenetz anzuschließen, einschließlich generell auch die Messgeräte und die dazu gehörigen Dienstleistungen;

8° Abwärme und Abkälte: unvermeidbare Wärme oder Kälte, die als Nebenprodukt in einer Industrieanlage, in einer Stromerzeugungsanlage oder im tertiären Sektor anfällt und die ungenutzt in Luft oder Wasser abgeleitet werden würde, wo kein Zugang zu einem Wärmesystem oder einem Fernkältesystem besteht, in dem ein Kraft-Wärme-Kopplungsprozess genutzt wird, genutzt werden wird oder in dem Kraft-Wärme-Kopplung nicht möglich ist;

9° Wärmespeicher: transportierbare oder ortsfeste Speichereinheit, die einen Wärmeträger enthält, und zur Verteilung oder zum Verkauf von Wärme oder Wärmeenergie bestimmt ist;

10° Verwaltung: die Abteilung Energie des ÖDW Raumordnung Wohnungswesen Erbe Energie;

11° Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft: eine Rechtsperson:

a) die, im Einklang mit den geltenden nationalen Rechtsvorschriften, auf offener und freiwilliger Beteiligung basiert, unabhängig ist und unter der wirksamen Kontrolle von Anteilseignern oder Mitgliedern steht, die in der Nähe der Projekte im Bereich erneuerbare Energie, deren Eigentümer und Betreiber diese Rechtsperson ist, angesiedelt sind;

b) deren Anteilseigner oder Mitglieder natürliche Personen, lokale Behörden einschließlich Gemeinden, oder KMU sind;

c) deren Ziel vorrangig nicht im finanziellen Gewinn, sondern darin besteht, ihren Mitgliedern oder Anteilseignern oder den Gebieten vor Ort, in denen sie tätig ist, ökologische, wirtschaftliche oder sozialgemeinschaftliche Vorteile zu bringen.

KAPITEL II — *Allgemeine Bestimmungen*

Abschnitt 1 — Zählung

Art. 3 - Der Wärmenetzbetreiber bietet den Verbrauchern Wärmezähler zu wettbewerbsfähigen Preisen an.

Art. 4 - § 1. Wenn ein Gebäude durch ein Wärmenetz versorgt wird, wird ein Zähler am Wärmetauscher oder an der Übergabestelle installiert.

§ 2. In Gebäuden mit mehreren Wohnungen und in Mehrzweckgebäuden, die über ein Wärmenetz verfügen, werden - soweit technisch machbar oder kosteneffizient durchführbar, d.h. wenn dies im Verhältnis zu den möglichen Energieeinsparungen steht - individuelle Verbrauchszähler installiert, um den Wärme-, Kälte- oder Warmwasserverbrauch der einzelnen Einheiten zu messen.

§ 3. Wenn es technisch nicht machbar ist, individuelle Wärmeverbrauchszähler in jeder Gebäudeeinheit zu installieren, oder wenn dies nicht kosteneffizient ist, werden individuelle Heizkostenverteiler zur Messung des Wärmeenergieverbrauchs verwendet.

§ 4. In den Fällen, wo nachgewiesen ist, dass die Installation von individuellen Kostenverteilern keinem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis entspricht, kann die Regierung Methoden zur Messung des Wärmeenergieverbrauchs bestimmen, die billiger sind als individuelle Heizkostenverteiler.

§ 5. In neuen Gebäuden mit mehreren Wohnungen und in dem Wohnbereich von neuen Mehrzweckgebäuden, die über ein Wärmenetz verfügen, werden individuelle Zähler für das Warmwasser vorgesehen, was die Kosten für deren Installation auch sein mögen.

§ 6. Wenn an einem Gebäude erhebliche Modernisierungsarbeiten durchgeführt werden, sind individuelle Warmwasserzähler zu installieren, wenn das Gebäude vor der Modernisierung über keine solcher Zähler verfügte.

Die Regierung kann die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen präzisieren. Das modernisierte Gebäude unterliegt den in § 2 bis § 4 des vorliegenden Artikels angeführten Regeln für die Wärmeenergiezähler.

Art. 5 - Wenn Gebäude mit mehreren Wohnungen oder Mehrzweckgebäude durch ein Wärmenetz versorgt werden oder wenn solche Gebäude hauptsächlich durch gemeinsame Wärme- oder Kälteerzeugungsanlagen versorgt werden, enthalten die Miteigentumsordnungen transparente Regeln für die Verteilung der Kosten des Wärmeenergieverbrauchs, um die Transparenz und die Genauigkeit des individuellen Verbrauchs zu gewährleisten.

Art. 6 - Zwecks der Abrechnung und der Information der Verbraucher über die tatsächliche Nutzungszeit der Wärmeenergie kann die Regierung Anforderungen in Sachen Fernablesung der zu installierenden Wärmeenergiezähler auferlegen.

Die Regierung kann technische Anforderungen an den Wärmeenergiezählern auferlegen.

Art. 7 - Die Verbraucher erhalten alle ihre Energieverbrauchsabrechnungen und diesbezüglichen Abrechnungsinformationen kostenlos. Die Verbraucher haben ebenfalls kostenlos Zugang zu ihren Verbrauchsdaten entweder über die Website ihres Wärmeenergieversorgers oder in ihrer Rechnung oder in einem Anhang zu ihrer Rechnung.

Auf ihrer Website geben die Versorger eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse an, die die Verbraucher benutzen können, um auf Anfrage die in § 1 genannten Auskünfte zu erhalten.

Art. 8 - Die Kosten von Abrechnungsinformationen über den individuellen Verbrauch von Wärmeenergie in Gebäuden mit mehreren Wohnungen und in Mehrzweckgebäuden werden auf nichtkommerzieller Grundlage aufgeteilt. Kosten, die durch die Übertragung dieser Aufgabe auf einen Dritten entstehen und die die Messung, die Zurechnung und die Abrechnung des tatsächlichen individuellen Verbrauchs in diesen Gebäuden betreffen, können jedoch auf die Verbraucher umgelegt werden, soweit diese Kosten der Höhe nach angemessen sind.

Um den Wettbewerb zwischen Betreibern anzuregen, damit die Angemessenheit der Kosten für Einzelverbraucherfassungsdienste sichergestellt wird, kann die Regierung geeignete Maßnahmen treffen.

Art. 9 - § 1. Der Wärmenetzbetreiber ist verpflichtet, den Endverbrauchern die folgenden Angaben mitzuteilen:

1° die Daten in Bezug auf ihren Wärmeenergieverbrauch;

2° die Zähldaten;

3° die Daten zu den Energieleistungen des Wärmenetzes und zu dem Anteil der Wärmeenergie des Wärmenetzes, der mittels erneuerbarer Energiequellen erzeugt wird.

§ 2. Falls ein Endverbraucher Wärmeenergie verbraucht, die nicht aus einem Wärmenetz stammt, ist der Installateur des Wärmeenergiezählers verpflichtet, ihm die in § 1 genannten Auskünfte mitzuteilen.

§ 3. Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets müssen, wenn fernablesbare Zähler oder Heizkostenverteiler installiert sind, die Daten in Bezug auf den Wärmeenergieverbrauch den Verbrauchern mindestens einmal pro Quartal auf Anfrage oder wenn der Endverbraucher sich für eine elektronische Rechnung entschieden hat, oder mindestens zwei Mal pro Jahr in den anderen Fällen, mitgeteilt werden.

Ab dem 1. Januar 2022 müssen, wenn fernablesbare Zähler oder Heizkostenverteiler installiert sind, die Daten in Bezug auf den Wärmeenergieverbrauch den Endverbrauchern mindestens einmal im Monat mitgeteilt werden.

Wenn fernablesbare Zähler oder Heizkostenverteiler nicht installiert sind, müssen die Daten in Bezug auf den Wärmeenergieverbrauch den Endverbrauchern mindestens einmal pro Semester mitgeteilt werden.

§ 4. Die Daten zu den Energieleistungen des Wärmenetzes und zu dem Anteil der Wärmeenergie, der mittels erneuerbarer Energiequellen erzeugt wird, müssen bei fernablesbaren Zählern mindestens einmal pro Quartal, und bei den sonstigen Zählern, sowie im Falle eines Anschlussantrags, mindestens einmal pro Semester mitgeteilt werden.

§ 5. Die Regierung kann die in § 1 und § 2 angeführten Aufgaben präzisieren und die diesbezüglichen Modalitäten festlegen.

Art. 10 - Der Wärmenetzbetreiber ist verpflichtet, jedes Jahr der Verwaltung die folgenden Angaben mitzuteilen:

1° Für alle Wärmenetze:

a) den gesamten Primärenergieverbrauch und die gesamte Energieproduktion in GWh oder MWh;

b) den gesamten Energieverbrauch im Netz, in GWh oder MWh, zusammengerechnet ab den Daten der Endverbraucher;

c) den Anteil der erneuerbaren Energie, den Anteil der Energie aus Abwärme, den Anteil der Energie aus hochqualitativen Kraft-Wärme-Kopplung, in Prozent der gesamten erzeugten Energie;

d) die individuelle Nennwärmeleistung, in MW, und den Brennstoff, der von jedem an das Wärmenetz angeschlossenen Energieerzeuger benutzt wird;

e) die verschiedenen Arten von Endverbrauchern mit ihrer Aufteilung (Anteil des Energieverbrauchs und Anzahl Anschlüsse) nach den folgenden 3 Kategorien: Haushaltskunden, Dienstleistungssektor, Industrie;

2° Darüber hinaus für die Wärmenetze ab einer Leistung von 200 kW:

a) den gesamten Energieverbrauch im Netz, dort wo die Energie ins Netz eingespeist wird, in GWh oder MWh, um die Netzverluste berechnen zu können;

b) den Anteil der erzeugten Energie in Verbindung mit jedem einzelnen Wärmeerzeuger.

Die Regierung präzisiert den Inhalt der Angaben und die Übermittlungsmodalitäten.

Abschnitt 2 — Schutz des Privatlebens

Art. 11 - § 1. Der Wärmenetzbetreiber und der Wärmeenergieversorger wahren den Schutz des Privatlebens der Verbraucher in Übereinstimmung mit den geltenden Rechtsvorschriften und den Bestimmungen der Verordnung 2016/679/EU. Die Zähler müssen derart entwickelt sein, dass die (unfallbedingte oder gesetzwidrige) Vernichtung von, der Zugang zu und die Abänderung von personenbezogenen Daten vermieden wird, und dass eine gesicherte Kommunikation dieser Daten möglich ist.

§ 2. Der Wärmenetzbetreiber ist die für die Verarbeitung der von ihm gesammelten, vom Zähler stammenden personenbezogenen Daten verantwortlich.

Der Wärmenetzbetreiber verarbeitet die vom Zähler stammenden Information ausschließlich zur Durchführung seiner gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Aufgaben oder zur Durchführung von anderen legitimen Aufgaben, für welche die betreffenden Personen ihre freie und ausdrückliche Zustimmung für spezifische Zwecke gegeben haben.

Der Wärmeenergieversorger ist die für die Verarbeitung der vom Wärmenetzbetreiber mitgeteilten personenbezogenen Daten verantwortliche Person. Er verarbeitet diese Daten zwecks der Durchführung seiner gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Aufgaben oder zwecks der Durchführung von anderen legitimen Aufgaben, für welche die betreffenden Personen ihre freie und ausdrückliche Zustimmung für spezifische Zwecke gegeben haben.

Die personenbezogenen Messdaten, einschließlich der abgeleiteten personenbezogenen Daten, dürfen nur so lange gespeichert werden, wie dies zur Erfüllung des Zwecks, zu dem sie gesammelt wurden, nötig ist. Unter allen Umständen darf diese Frist fünf Jahre nicht überschreiten, außer wenn der Wärmenetzbetreiber zwecks der Durchführung seiner Aufgaben die Pflicht hat, die Daten mehr als fünf Jahre zu behalten. In diesem Falle begründet und beschränkt der Wärmenetzbetreiber die Verlängerung der Datenaufbewahrung. Unter allen Umständen werden die Daten gelöscht, wenn sie zur Erfüllung der Aufgaben des Wärmenetzbetreibers nicht mehr nötig sind.

Personenbezogene Daten werden anonym übermittelt, sobald ihre Individualisierung zur Umsetzung des Zwecks, zu dem sie gesammelt wurden, nicht mehr nötig ist.

§ 3. Unbeschadet des dauerhaften Rechts des Wärmenetzbetreibers darf niemand die Daten eines Zählers lesen, exportieren oder verarbeiten, wenn er nicht über die vorherige, freie, spezifische, in voller Kenntnis der Sachlage gegebene und eindeutige Zustimmung des betreffenden Verbrauchers verfügt, außer wenn die Bekanntgabe an eine Drittperson durch eine gesetzliche oder ordnungsrechtliche Bestimmung erlaubt ist und/oder wenn die Daten einem Subunternehmer mitgeteilt werden, der im Namen und für Rechnung des Wärmenetzbetreibers handelt.

Die Verarbeitung von personenbezogenen Zählern ist untersagt, wenn sie zu folgenden Zwecken stattfindet:

1° dem Handel mit personenbezogenen Zählern;

2° dem Handel mit Energiedaten oder -profilen, die ab regelmäßig erfassten personenbezogenen Zählern statistisch festgestellt werden, aus denen es möglich ist, die Gewohnheiten eines Verbrauchers abzuleiten;

3° die Erstellung von Listen von Verbrauchern in Bezug auf Betrüger und schlechte Zahler. Abweichend von Paragraph 2 wird die Drittperson, die Daten über die dem Nutzer am Zähler zur Verfügung gestellte Daten- oder Impulse-Ausgangsstelle oder über jegliche sonstige Vorrichtung sammelt, für die von ihr gesammelten Daten zur verantwortlichen Person für die Verarbeitung von personenbezogenen Daten.

§ 4. Anschließend an die Installation des Zählers und vor dem Anfang der Verarbeitung der von den Zählern übermittelten Daten informieren der Wärmenetzbetreiber und der Wärmeenergieversorger die Verbraucher über:

1° die genauen Zwecke der Datenverarbeitung;

2° die Art der gesammelten und verarbeiteten Daten;

3° die Dauer der Verarbeitung und Speicherung der Daten;

4° die Tatsache, dass er die für die Verarbeitung dieser Daten verantwortliche Person ist;

5° die Empfänger, oder die Kategorien der Empfänger der Daten;

6° das anwendbare Verfahren betreffend die Ausübung des Rechts auf Zugang, Berichtigung und Widerspruch in Bezug auf die Daten, einschließlich der Angaben zur in diesem Bereich zuständigen Dienststelle.

Die in Absatz 1 erwähnten Informationen werden auf neutrale, einheitliche und deutliche Weise über verschiedene Informationskanäle (Broschüren, Schreiben, Internetseiten,...) mitgeteilt.

Der Wärmenetzbetreiber und der Wärmeenergieversorger geben auf ihrer Webseite die Angaben zur zuständigen Dienststelle an, bei welcher die betroffenen Personen die oben genannten Rechte in Sachen Schutz des Privatlebens ausüben können.

Abschnitt 3 — Förderung der Wärmeenergieerzeugung und der Wärmenetze

Art. 12 - Für neue Anlagen zur Erzeugung von Wärmeenergie unter Verwendung von erneuerbaren Energiequellen, Abwärme oder -kälte oder hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung kann die Regierung ein je nach den jeweiligen Erzeugungsverfahren modulierbare Unterstützung für die Erzeugung von Wärmeenergie einrichten.

Art. 13 - Die Regierung kann ein System von Investitionsbeihilfen einrichten für die neuen Wärmenetze oder für die Erweiterung oder erhebliche Modernisierung bereits bestehender Wärmenetze, wenn die über Netze verteilte Wärmeenergie ab erneuerbaren Energiequellen, Abwärme oder -kälte oder hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung oder eines Wärmespeichers, dessen gespeicherte Energie von erneuerbaren Energiequellen, Abwärme oder -kälte oder hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung stammt, erzeugt wird. Die Regierung präzisiert den Begriff der erheblichen Modernisierung.

Art. 14 - § 1. Die Regierung ist befugt, für die Erzeugungsanlagen und Netze eine Anforderung der Umwelteffizienz aufzuerlegen, ob sie zum Verkauf von Wärmeenergie dienen oder nicht.

§ 2. Die Regierung richtet ein System ein, durch welches die erneuerbare Quelle der Wärmeenergie garantiert werden kann.

§ 3. Die Regierung richtet einen günstigen Rahmen für die Förderung und Unterstützung der Entwicklung von Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften ein.

KAPITEL III — Wärmenetz mit Verkauf

Abschnitt 1 — Wärmenetzbetreiber und Wärmeenergieversorger

Art. 15 - Zuzüglich der allgemeinen Bestimmungen nach Kapitel 2 sind ein Wärmenetzbetreiber und mindestens ein Wärmeenergieversorger erforderlich, wenn ein Wärmenetz benutzt wird, um Wärmeenergie an einen oder mehrere Verbraucher zu verkaufen.

Art. 16 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und Modalitäten für die Bestellung eines Wärmenetzbetreibers auf der Grundlage

1° der Zuverlässigkeit und der Berufserfahrung des Bewerbers, seiner technischen und finanziellen Leistungsfähigkeit und der Qualität seiner Organisation;

2° der Fähigkeit des Bewerbers, die Bedürfnisse der Verbraucher zu erfüllen;

3° der Erfüllung der Aufgaben, die ihm kraft des vorliegenden Dekrets anvertraut werden.

Die Regierung kann ebenfalls die Bedingungen und Modalitäten für die Bestellung eines Wärmenetzbetreibers auf der Grundlage des bürgerschaftlichen oder lokalen Engagements bestimmen.

Die Regierung legt die Kriterien für die Neuüberprüfung oder den Widerruf der Bestellung eines Wärmenetzbetreibers sowie die Dauer ihrer Gültigkeit fest.

Art. 17 - Der Wärmenetzbetreiber erfüllt die folgenden Aufgaben:

1° die Verwaltung, Instandhaltung, Verbesserung, Erneuerung und Erweiterung des Netzes, um eine angemessene Kapazität zur Deckung des Bedarfs zu gewährleisten;

2° das technische Management der Wärmeströme auf dem Netz;

3° die Gewährleistung der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Effizienz des Netzes;

4° die Erstellung, Aufbewahrung und Aktualisierung der Netzpläne sowie die Bestandsaufnahme der Bestandteile des Netzes;

5° bei der Planung des Netzausbaus den Energieeffizienzmaßnahmen Vorrang einräumen, um eine Erhöhung oder Ersetzung der Netzkapazität zu vermeiden;

6° die Behebung von Unterbrechungen und Ausfällen bei der Versorgung mit Wärmeenergie über sein Netz;

7° das Anschließen, Abdichten, Ausschalten und Wiederanschließen von Nutzern des Wärmenetzes und die Erhöhung der Kapazität der Anschlüsse an sein Wärmenetz;

8° die Messung der Wärmeströme an den Übergabestellen zu den Verbrauchern sowie die Einrichtung, Wartung, Aktivierung und Deaktivierung von Wärmeenergiezählern;

9° die Bereitstellung von Zählern an die Wärmeenergieversorger für Abrechnungszwecke und an den Verbraucher auf Anfrage;

10° die aktive Aufdeckung und Feststellung aller Formen von Energiebetrug und die Ergreifung von Maßnahmen zur Verhinderung von Energiebetrug;

11° die Meldung an die Verwaltung seines Wärmenetzes und die mögliche Entwicklung von Wärmeerzeugungsanlagen, die an dieses Netz angeschlossen sind.

Die Regierung kann die in Absatz 1 angeführten Aufgaben präzisieren und die diesbezüglichen Modalitäten festlegen.

Art. 18 - § 1. Die Regierung kann den Wärmenetzbetreibern Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegen; die Folgenden betreffen:

1° die Bereitstellung von Informationen und die vorherige Konzertierung im Falle einer Unterbrechung der Versorgung mit Wärmeenergie im Hinblick auf den Ausbau, die Wartung und die Reparatur des Netzes sowie die Ausgleichsmaßnahmen zur Begrenzung der durch eine Unterbrechung verursachten Schäden;

2° die Fristen, innerhalb derer Anträge auf neue Anschlüsse und Anpassungen von bestehenden Anschlüssen bearbeitet und ausgeführt werden;

3° die Bereitstellung von Informationen an die Antragsteller für einen Anschluss an das Wärmenetz;

4° den Vorrang für Anlagen zur Erzeugung von Wärmeenergie aus erneuerbaren Energiequellen, Abwärme oder hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung;

5° die Bearbeitung der Beschwerden der Antragsteller für einen Anschluss an das Wärmenetz;

6° das Ergreifen von Maßnahmen sozialer Art, wie z.B. Schutzmaßnahmen bei schlechter Bezahlung und im Falle der Kündigung des Liefervertrags.

§ 2. Wenn den Wärmenetzbetreibern Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegt werden, haben die Wärmenetzbetreiber die folgenden Bedingungen einzuhalten:

1° der Wärmenetzbetreiber verzichtet im Rahmen dieser Funktion auf jegliche Diskriminierung zwischen den Nutzern seines Netzes, unter Vorbehalt der von der Regierung auf Grundlage von Artikel 14 erlassenen Bestimmungen;

2° jeder Wärmenetzbetreiber formalisiert den Anschluss und den Zugang zu diesem Netz durch einen Vertrag mit den Nutzern dieses Wärmenetzes.

Art. 19 - Der Wärmenetzbetreiber ist berechtigt, das öffentliche Eigentum für die Installation und Wartung von Rohrleitungen oberhalb oder unterhalb des öffentlichen Eigentums und die dazugehörigen Ausrüstungen zu nutzen, wenn er über eine vorherige, vom staatlichen Betreiber erteilte Genehmigung für den Zugang zum öffentlichen Eigentum verfügt. In diesem Zusammenhang gelten die Bedingungen, die der staatliche Betreiber bei der Gewährung des Zugriffs auf das öffentliche Eigentum für nützlich hält.

Art. 20 - Indem der Wärmenetzbetreiber über das Recht zur Nutzung des Straßen- und Wegenetzes verfügt, um dort Baustellenarbeiten durchzuführen, unterliegt er den Rechten und Verpflichtungen des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen.

Art. 21 - Die Regierung präzisiert die Bedingungen und Modalitäten für die Bestellung eines Wärmeenergieversorgers auf der Grundlage

1° der Zuverlässigkeit und der Berufserfahrung des Bewerbers, seiner technischen und finanziellen Leistungsfähigkeit und der Qualität seiner Organisation;

2° der Fähigkeit des Bewerbers, die Bedürfnisse der Verbraucher zu erfüllen;

3° der Erfüllung der Aufgaben, die ihm kraft des vorliegenden Dekrets anvertraut werden.

Die Regierung legt die Kriterien für die Neuüberprüfung oder den Widerruf der Bestellung eines Wärmeenergieversorgers sowie die Dauer ihrer Gültigkeit fest.

Art. 22 - Der Wärmeenergieversorger erfüllt die folgenden Aufgaben:

1° Versorgung mit Wärmeenergie;

2° Überwachung des Gleichgewichts für seine eigenen Lieferungen zwischen der eingespeisten und der von den Netznutzern entnommenen Wärmeenergie;

3° Abrechnung der Versorgung mit Wärmeenergie;

4° Information über die Tarifierung und Abrechnung der Wärmeenergie;

5° das Ergreifen von Maßnahmen sozialer Art, wie z.B. Schutzmaßnahmen bei schlechter Bezahlung und im Falle der Kündigung des Liefervertrags;

6° das Ergreifen von Maßnahmen im Falle einer Unterbrechung der Versorgung mit Wärmeenergie sowie die Ausgleichsmaßnahmen zur Begrenzung der durch eine Unterbrechung verursachten Schäden;

7° die Mitteilung von Daten an seine Verbraucher über die Zusammensetzung des Energiemix und die CO₂-Bilanz.

Die Regierung kann die in Absatz 1 angeführten Aufgaben präzisieren und die diesbezüglichen Modalitäten festlegen.

Art. 23 - Die Regierung kann den Wärmeenergieversorgern Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegen; die Folgendes betreffen:

1° Regelmäßigkeit und Qualität der Versorgung mit Wärmeenergie;

2° Kundendienst:

a) Gewährleistung einer klaren, transparenten, nichtdiskriminierenden und nachprüfbaren Rechnungslegung für die Lieferung von Wärmeenergie;

b) Gewährleistung eines effizienten Beschwerdemanagements;

3° das Ergreifen von Maßnahmen sozialer Art;

4° das Ergreifen von Maßnahmen im Falle einer Unterbrechung der Versorgung mit Wärmeenergie sowie die Ausgleichsmaßnahmen zur Begrenzung der durch eine Unterbrechung verursachten Schäden.

Abschnitt 2 — Strafmaßnahme

Art. 24 - Der Wärmenetzbetreiber oder der Wärmeenergieversorger, der die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets nicht beachtet, wird mit einer administrativen Geldbuße bestraft, deren Betrag zwischen 1 000 Euro und 100 000 Euro liegt.

Die Regierung legt die Einzelheiten für die Anwendung und Berechnung der in Absatz 1 genannten administrativen Geldbuße fest.

Art. 25 - Die Regierung benennt die Beamten und Bediensteten, die mit der Überwachung der Einhaltung dieses Dekrets beauftragt sind, sowie die Kriterien für die Benennung.

Art. 26 - Die zu diesem Zweck von der Regierung benannten Beamten und Bediensteten stellen die Verstöße durch ein Protokoll fest.

Auf der Grundlage der Protokolle zur Feststellung der Verstöße informieren die zu diesem Zweck von der Regierung benannten Beamten und Bediensteten unverzüglich den Zuwiderhandelnden und fordern ihn auf, seine Bemerkungen binnen einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Protokolls schriftlich gelten zu lassen.

Art. 27 - Die administrative Geldbuße wird an den Einnehmer des Registrierungsamtes auf das Konto des durch das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts eingerichteten Fonds "Energie" eingezahlt.

Falls die Zahlung der Geldbuße durch den Zuwiderhandelnden ausbleibt, beauftragt die Regierung einen Gerichtsvollzieher mit der Zustellung des in Artikel 24 genannten Beschlusses an den Schuldner der Geldbuße.

Die Zustellung umfasst eine Zahlungsaufforderung mit der Androhung einer Pfändung unter Einhaltung der durch das Gesetz vorgeschriebenen Formen und Fristen sowie einen Beleg über die geforderten Summen.

KAPITEL IV — Schlussbestimmung

Art. 28 - Unbeschadet von Artikel 9 § 3 Absatz 2

1° haben die Wärmenetzbetreiber, Wärmeenergieversorger und Wärmenetznutzer, deren Antrag auf Städtebaugenehmigung im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung oder auf Umweltgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1998 über die Umweltgenehmigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht wird, ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets zwei Jahre Zeit, um diesem Dekret nachzukommen, mit Ausnahme der Netze, die sich auf Industriegeländen befinden;

2° gilt das vorliegende Dekret für die Wärmenetzbetreiber, Wärmeenergieversorger und Wärmenetznutzer, deren Antrag auf Städtebaugenehmigung im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung oder auf Umweltgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1998 über die Umweltgenehmigung ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Oktober 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2019-2020.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 229 (2019-2020) Nrn. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 14. Oktober 2020.

Diskussion

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/204339]

15 OKTOBER 2020. — Decreet betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG, Richtlijn 2018/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 betreffende energie-efficiëntie en Richtlijn 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen worden gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° thermische energie : energie in de vorm van stoom, warm water of gekoelde vloeistoffen;

2° thermisch-energienet : de distributie van thermische energie vanuit centrale of decentrale productiebronnen via een net van leidingen dat verbonden is met meerdere gebouwen of locaties, voor de verwarming of koeling van ruimten of voor industriële verwarming of koeling;

3° thermische energiemeter : de meter die het daadwerkelijke energieverbruik van de gebruiker nauwkeurig weergeeft;

4° operator van het thermische-energienet : elke natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van een gesloten beroepsnet of over een genotsrecht beschikt op het net;

5° leverancier van thermische energie : elke natuurlijke of rechtspersoon die thermische energie aan verbruikers verkoopt;

6° netgebruiker : elke natuurlijke of rechtspersoon die als producent het net voedt of als gebruiker door het net wordt bediend;

7° aansluiting : het geheel van aansluitingen dat nodig is om de installaties van de gebruiker van het net met het thermische-energienet te verbinden, inclusief in het algemeen de meetinrichtingen en de desbetreffende diensten;

8° afvalwarmte en -koude : onvermijdelijke warmte of koude die als bijproduct in industriële of stroomopwekingsinstallaties of in de tertiaire sector wordt opgewekt, die ongebruikt terecht zou komen in lucht of water zonder verbinding met een stadsverwarmings- of -koelingsstelsel, wanneer een warmtekrachtkoppelingproces is gebruikt of zal worden gebruikt of warmtekrachtkoppeling niet haalbaar is;

9° thermische accumulator : verplaatsbare of vaste opslageenheid die een medium voor warmteoverdracht bevat dat bestemd is voor de distributie of verkoop van thermische of warmte-energie;

10° Administratie : het Departement Energie van de "SWP" Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

11° hernieuwbare-energiegemeenschap : een juridische entiteit :

a) die, in overeenstemming met het toepasselijke nationale recht, gebaseerd is op open en vrijwillige deelname, autonoom is en daadwerkelijk wordt gecontroleerd door aandeelhouders of leden die zijn gevestigd in de nabijheid van de hernieuwbare-energieprojecten die in eigendom zijn van en ontwikkeld zijn door die juridische entiteit;

b) waarvan de aandeelhouders of leden natuurlijke personen, kmo's of lokale overheden, met inbegrip van gemeenten, zijn;

c) waarvan het hoofddoel is het verschaffen van voordelen op milieugebied of op economisch of sociaal gebied aan haar aandeelhouders of leden of aan de lokale gebieden waar zij actief is, en niet het realiseren van winst.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Meting

Art. 3. De operator van het thermische-energienet stelt thermische energiemeters tegen concurrerende prijzen aan de verbruikers voor.

Art. 4. § 1. Indien een gebouw door een thermisch-energienet wordt bediend, wordt een meter geïnstalleerd bij de warmtewisselaar of het leveringspunt.

§ 2. In appartementsgebouwen en multifunctionele gebouwen die zijn aangesloten op een thermisch energienet, worden individuele meters geïnstalleerd om het verbruik van verwarming, koeling of warm water voor huishoudelijk gebruik voor iedere eenheid van het gebouw te meten, indien dat technisch haalbaar en kostenefficiënt is, te weten in verhouding staat tot de potentiële energiebesparingen.

§ 3. Als het gebruik van individuele meters technisch niet haalbaar of niet kostenefficiënt is om het warmteverbruik in elke eenheid van het gebouw te meten, worden individuele warmtekostenverdelers gebruikt om het warmteverbruik te meten.

§ 4. De Regering kan methoden voor de meting van het warmteverbruik vaststellen die goedkoper zijn dan individuele warmtekostenverdelers in gevallen waarin is aangetoond dat de installatie van dergelijke warmtekostenverdelers niet kostenefficiënt is.

§ 5. In nieuwe appartementsgebouwen en in de residentiële gedeelten van nieuwe multifunctionele gebouwen die op een thermisch-energienet zijn aangesloten, worden voorzien in individuele meters voor warm water voor huishoudelijk gebruik ongeacht de kosten van de installatie.

§ 6. Bij grote renovaties van een gebouw worden individuele meters warm water voor huishoudelijk gebruik geïnstalleerd als het gebouw vóór de renovatie niet over dergelijke meters beschikte.

De Regering kan de in deze paragraaf gebruikte termen specificeren. Het gerenoveerde gebouw is onderworpen aan de regels die in de paragrafen 2 tot en met 4 van dit artikel voor thermische energiemeters zijn vastgesteld.

Art. 5. Indien appartementsgebouwen of multifunctionele gebouwen zijn aangesloten op stadsverwarming of -koeling of een eigen gemeenschappelijk verwarmings- of koelingsstelsel voor dergelijke gebouwen gangbaar is, zorgen de lidstaten ervoor dat zij, met het oog op een transparante en accurate berekening van het individuele verbruik, transparante en voor het publiek toegankelijke nationale regels vaststellen voor de verdeling van de kosten voor het verbruik van verwarming, koeling en warm water voor huishoudelijk gebruik in dergelijke gebouwen.

Art. 6. De Regering kan eisen stellen inzake op afstand leesbare thermische energiemeters die geïnstalleerd moeten worden voor de facturering en de informatie van de verbruiker over het gebruik van de thermische energie.

De Regering kan technische eisen stellen aan thermische energiemeters.

Art. 7. De verbruikers ontvangen al hun facturen en factureringinformatie betreffende het energieverbruik kosteloos. De verbruikers hebben ook vrije toegang tot hun verbruiksgegevens, hetzij op de website van hun leverancier van thermische energie, hetzij op hun factuur of in een bijlage bij hun factuur.

Leveranciers stellen op hun website een contacttelefoonnummer en e-mailadres ter beschikking, die de verbruikers op verzoek kunnen gebruiken om de in paragraaf 1 bedoelde informatie te verkrijgen.

Art. 8. De verdeling van de kosten in verband met de factureringinformatie betreffende het individuele verbruik van thermische energie in appartementsgebouwen en multifunctionele gebouwen wordt kosteloos uitgevoerd. Ingeval deze taak, namelijk het meten, verdelen en berekenen van het werkelijke individuele verbruik in zulke gebouwen, wordt uitbesteed aan een derde partij mogen de kosten, voor zover redelijk, worden doorberekend aan de verbruiker.

De Regering kan maatregelen treffen om de concurrentie tussen de operatoren te stimuleren om ervoor te zorgen dat de kosten voor individuele bemeteringsdiensten als bedoeld in het eerste lid redelijk blijven.

Art. 9. § 1. De operator van het thermische-energienet is verplicht de volgende informatie te verstrekken aan de eindverbruikers:

1° de gegevens over hun thermisch-energieverbruik;

2° de meetgegevens;

3° de gegevens over de energieprestatie van het thermische-energienet en het aandeel van de thermische energie die uit hernieuwbare bronnen in het thermische-energienet wordt geproduceerd.

§ 2. Indien een eindverbruiker thermische energie verbruikt die niet afkomstig is van een thermisch-energienet, is de installateur van de thermische-energiemeter verplicht hem de in § 1 bedoelde informatie te verstrekken.

§ 3. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet moeten, wanneer er op afstand afleesbare meters of warmtekostenverdelers zijn geïnstalleerd, de gegevens over het thermische-energieverbruik ten minste driemaandelijkse op verzoek aan de verbruiker worden verstrekt of wanneer de eindafnemer heeft gekozen voor een elektronische factuur, of twee keer per jaar in de andere gevallen.

Vanaf 1 januari 2022 worden, wanneer op afstand afleesbare meters of warmtekostenverdelers zijn geïnstalleerd, ten minste eenmaal per maand gegevens over het thermische-energieverbruik aan de eindgebruikers verstrekt.

Wanneer er op afstand afleesbare meters of warmtekostenverdelers niet zijn geïnstalleerd, moeten de gegevens over het thermische-energieverbruik halfjaarlijks aan de eindverbruikers worden verstrekt.

§ 4. Gegevens over de energieprestaties en het aandeel van thermische energie uit hernieuwbare bronnen worden ten minste driemaandelijks verstrekt in het geval van een op afstand afleesbare meter en halfjaarlijks voor andere meters en in het geval dat er een verzoek om aansluiting is.

§ 5. De Regering kan de in de §§ 1 en 2 bedoelde taken nader bepalen en de modaliteiten daarvan vaststellen.

Art. 10. De operator van het thermische-energienet dient jaarlijks de volgende informatie aan de Administratie door te geven :

1° Voor alle thermische-energienetten :

- a) de totale verbruikte primaire energie en de geproduceerde energie in GWh of MWh;
- b) het totale energieverbruik op het net, in GWh of MWh, geaggregeerd op basis van de gegevens van de eindverbruikers;
- c) het aandeel van hernieuwbare energie, het aandeel van energie uit afvalwarmte en het aandeel van energie uit warmtekrachtkoppeling van goede kwaliteit, in % van de totale geproduceerde energie;
- d) het individuele nominale thermische vermogen, in MW, en de brandstof van elke energieproducent die op het thermische energienet is aangesloten;
- e) de verschillende soorten eindverbruikers en hun verdeling (aandeel van de verbruikte energie en aantal aansluitingen) volgens de volgende 3 categorieën: residentieel, tertiair, industrieel;

2° Bovendien, voor thermische energienetten met een vermogen van 200 kW of meer :

- a) de totale energie die op het net wordt verbruikt, op het niveau van de injectie in het net, met het oog op de berekening van de on-lineverliezen van dat net, in GWh of MWh;
- b) het aandeel van de geproduceerde energie dat aan elke generator is gekoppeld.

De Regering specificeert de inhoud van de gegevens en de wijze van toezending.

Afdeling 2. — Bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Art. 11. § 1. De operator van het thermische-energienet en de leverancier van thermische energie waarborgen de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de verbruikers overeenkomstig de vigerende wetgeving en de bepalingen van Verordening 2016/679/EU. De meters moeten zodanig worden ontworpen dat accidentele of onwettige vernietiging van, toegang tot en wijziging van persoonsgegevens wordt voorkomen en dat een veilige communicatie van deze gegevens mogelijk wordt gemaakt.

§ 2. De operator van het thermische-energienet is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die afkomstig zijn van de door hem verzamelde meter.

De operator van het thermische-energienet verwerkt de informatie van de meter alleen om zijn wettelijke of reglementaire opdrachten uit te voeren of om een andere legitieme opdracht uit te voeren waarvoor de toestemming van de betrokken personen vrijwillig en uitdrukkelijk voor specifieke doeleinden is gegeven.

De leverancier van thermische energie is de verantwoordelijke voor de verwerking van de door de operator van het thermische-energienet verstrekte persoonsgegevens en verwerkt deze gegevens om zijn wettelijke of reglementaire opdrachten uit te voeren of om een andere legitieme opdracht uit te voeren waarvoor de toestemming van de betrokken personen vrijwillig en uitdrukkelijk voor specifieke doeleinden is gegeven.

De persoonlijke meetgegevens, met inbegrip van de afgeleide persoonsgegevens, mogen niet langer worden bewaard dan nodig is voor het bereiken van het doel waarvoor zij zijn verzameld. Deze termijn mag in geen geval langer zijn dan vijf jaar, behalve in het geval waarin de operator van het thermische-energienet verplicht is de gegevens voor de uitvoering van zijn opdrachten langer dan vijf jaar te bewaren. In dit geval geeft de operator van het thermische-energienet de redenen daarvoor aan en beperkt hij de verlenging van de bewaring van de gegevens. De gegevens worden in ieder geval gewist wanneer ze niet langer nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de operator van het thermische-energienet.

De persoonsgegevens worden anoniem overgemaakt zodra hun individualisering niet langer nodig is voor de uitvoering van de doeleinden waarvoor ze zijn verzameld.

§ 3. Onverminderd het permanent recht van de operator van het thermische-energienet mag niemand informatie van een meter lezen, uitvoeren of verwerken zonder de voorafgaande, vrije, specifieke, verlichte en ondubbelzinnige toestemming van de betrokken verbruiker, tenzij openbaarmaking aan een derde door een wettelijke of reglementaire bepaling is toegestaan en/of de informatie wordt overgemaakt aan een onderaannemer die namens en voor rekening van de operator van het thermische-energienet handelt.

De verwerking van persoonlijke meetgegevens voor de volgende doeleinden is verboden :

- 1° de handel in persoonlijke meetgegevens;
- 2° de handel in informatie of energieprofielen die statistisch zijn vastgesteld op basis van periodiek gemeten persoonlijke meetgegevens en aan de hand waarvan het gedrag van een verbruiker kan worden afgeleid;
- 3° het opstellen van lijsten van verbruikers met betrekking tot fraudeurs en wanbetalers. In afwijking van paragraaf 2 wordt de derde die informatie verzamelt via de uitvoerpoort van gegevens of impulsen die ter beschikking worden gesteld van de gebruiker op de meter of via elk andere voorziening, de verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens voor de door hem verzamelde informatie.

§ 4. De verbruikers worden geïnformeerd door de operator van het thermische-energienet en de leverancier van thermische energie na de installatie van de meter en vóór de uitvoering van de gegevensverwerking die door de meters wordt geleverd:

- 1° van de juiste doeleinden van de verwerking;
- 2° van het soort verzamelde en verwerkte gegevens;
- 3° van de duur van de verwerking en de opslag van de gegevens;
- 4° van het feit dat hij de verantwoordelijke is voor de verwerking van de gegevens;
- 5° van de bestemmingen of categorieën van bestemmingen van de gegevens;

6° van de toepasselijke procedure voor de uitoefening van het recht van toegang tot, rectificatie van en verzet tegen de gegevens, met inbegrip van de contactgegevens van de daartoe bevoegde dienst.

De in lid 1 bedoelde informatie wordt op neutrale, uniforme en duidelijke wijze meegedeeld via verschillende informatiekanalen, zoals brochures, brieven of websites.

De operator van het thermische-energienet en de leverancier van thermische energie vermelden op hun website de contactgegevens van de bevoegde dienst waarbij de betrokken personen de bovengenoemde rechten inzake persoonlijke levenssfeer kunnen uitoefenen.

Afdeling 3. — Steun voor de productie van thermische energie en thermische-energienetten

Art. 12. De Regering kan een steun voor productie van thermische energie invoeren die al naar gelang van de filières moduleerbaar is, voor nieuwe installaties van productie van thermische energie vanuit hernieuwbare energiebronnen, afvalwarmte en -koude en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling.

Art. 13. De Regering kan een investeringssteunmechanisme opzetten voor nieuwe thermische-energienetten en voor de uitbreiding of ingrijpende renovatie van bestaande thermische-energienetten wanneer de thermische energie die via de netten wordt gedistribueerd, wordt geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen, afvalwarmte of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling of een thermische accumulator waarvan de opgeslagen energie wordt geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen, afvalwarmte of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling. De Regering bepaalt het begrip van ingrijpende renovatie.

Art. 14. § 1. De Regering is bevoegd om milieuprestaties op te leggen aan de productie-installaties en netten, ongeacht of deze al dan niet worden gebruikt voor de verkoop van thermische energie.

§ 2. De Regering stelt een mechanisme in om de hernieuwbare bron van de thermische energie te waarborgen.

§ 3. De Regering stelt een gunstig kader vast om de ontwikkeling van hernieuwbare-energiegemeenschappen te bevorderen en te stimuleren.

HOOFDSTUK III. — *Thermisch energienet met verkoop*

Afdeling 1. — Operator van het thermische-energienet en leverancier van thermische energie

Art. 15. In aanvulling op de algemene bepalingen als bedoeld in Hoofdstuk 2 zijn een operator van het thermische-energienet en ten minste één leverancier van thermische energie vereist wanneer een thermisch energienet wordt gebruikt voor de verkoop van thermische energie aan een of meerdere verbruikers.

Art. 16. De Regering stelt de voorwaarden en modaliteiten vast voor de aanwijzing van een operator van een thermisch energienet op basis van :

1° de reputatie en de beroepservaring van de aanvrager, zijn technische en financiële capaciteiten en de kwaliteit van zijn organisatie;

2° het vermogen van de aanvrager om aan de behoeften van de consumenten te voldoen;

3° de naleving van de taken die hem in het kader van dit decreet zijn toevertrouwd.

De Regering kan ook de voorwaarden en modaliteiten vaststellen voor de aanwijzing van een operator van het thermische-energienet op basis van de betrokkenheid van de burger of de plaatselijke bevolking.

De Regering stelt de criteria vast voor de herziening of intrekking van de aanwijzing van een operator van het thermische-energienet, alsmede de geldigheidsduur ervan.

Art. 17. De operator van het thermische-energienet voert de volgende taken uit :

1° beheer, onderhoud, verbetering, vernieuwing en uitbreiding van het net om te zorgen voor voldoende capaciteit om aan de behoeften te voldoen;

2° het technisch beheer van de thermische-energiestromen op het net;

3° het verzekeren van de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net;

4° de opstelling, het behoud en de bijwerking van de netplannen, alsook de inventaris van de netcomponenten;

5° bij de planning van de ontwikkeling van het net voorrang geven aan energie-efficiëntie maatregelen om te voorkomen dat de netcapaciteit wordt vergroot of vervangen;

6° het herstellen van onderbrekingen en storingen in de levering van thermische energie via zijn net;

7° het aansluiten, verzegelen, afsluiten en heraansluiten van de gebruikers van het thermische-energienet en het verhogen van de capaciteit van de aansluitingen op zijn thermisch energienet;

8° het meten van thermische-energiestromen op de leveringspunten van de gebruikers en de installatie, het onderhoud, de activering en de deactivering van thermische-energiemeters;

9° de levering van meetgegevens aan leveranciers van thermische energie voor factureringsdoeleinden en aan consumenten die daarom vragen;

10° het actief opsporen en registreren van alle vormen van energiefraude en het nemen van maatregelen om energiefraude te voorkomen;

11° de verklaring aan de Administratie van zijn thermisch energienet en de eventuele ontwikkeling van thermische energieproductie-eenheden die op dit net zijn aangesloten.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde taken nader bepalen en de modaliteiten daarvan vaststellen.

Art. 18. § 1. De Regering kan de operatoren van thermische-energienetten openbare-dienstverplichtingen opleggen met betrekking tot :

1° het verstrekken van informatie en voorafgaand overleg in geval van onderbreking van de thermische-energievoorziening met het oog op de ontwikkeling, het onderhoud en het herstel van het net, alsook de compenserende maatregelen die worden genomen om de schade veroorzaakt door een onderbreking te beperken;

2° de termijnen waarbinnen aanvragen voor nieuwe aansluitingen en aanpassingen aan aansluitingen worden verwerkt en uitgevoerd;

3° het verstrekken van informatie aan aanvragers van een aansluiting op het thermische-energienet;

4° de prioriteit die wordt gegeven aan installaties voor de productie van thermische energie uit hernieuwbare energiebronnen, afvalwarmte of kwaliteitswarmtekoppeling;

5° de behandeling van klachten van aanvragers van een aansluiting op het thermische-energienet;

6° het nemen van maatregelen van sociale aard, zoals beschermingsmaatregelen bij slechte betaling en bij beëindiging van de leveringsovereenkomst.

§ 2. Indien aan operatoren van thermische-energienetten openbare-dienstverplichtingen worden opgelegd, zijn de operatoren van thermische-energienetten gebonden aan de volgende verplichtingen :

1° elke operator van een thermisch energienet onthoudt zich in het kader van deze functie van discriminatie tussen de gebruikers van zijn net, onder voorbehoud van de bepalingen die de Regering op grond van artikel 14 heeft vastgesteld;

2° elke operator van een thermisch energienet regelt de aansluiting op en de toegang tot dit net door middel van een contract met de gebruikers van het thermisch energienet.

Art. 19. De operator van het thermische-energienet heeft het recht het openbaar domein te gebruiken voor de aanleg en het onderhoud van leidingen boven of onder het openbaar domein en de bijbehorende uitrustingen als hij over een voorafgaande domeintoelating van de domeinbeheerder beschikt. Daarbij gelden de voorwaarden die de domeinbeheerder nuttig acht bij de verlening van de domeintoelating.

Art. 20. Als persoon die het recht heeft om het wegennet te gebruiken om werken uit te voeren, is de beheerder van het thermische-energienet onderworpen aan de rechten en verplichtingen van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen.

Art. 21. De Regering stelt de voorwaarden en modaliteiten vast voor de aanwijzing van een leverancier van thermische energie op basis van :

1° de reputatie en de beroepservaring van de aanvrager, zijn technische en financiële capaciteiten en de kwaliteit van zijn organisatie;

2° het vermogen van de aanvrager om aan de behoeften van de consumenten te voldoen;

3° de naleving van de taken die hem in het kader van dit decreet zijn toevertrouwd.

De Regering stelt de criteria vast voor de herziening of intrekking van de aanwijzing van een leverancier van thermische energie, alsmede de geldigheidsduur ervan.

Art. 22. De leverancier van thermische energie voert de volgende taken uit :

1° de levering van thermische energie;

2° de bewaking van het evenwicht voor de eigen bevoorrading tussen de injectie van thermische energie en de onttrekking van thermische energie door de netgebruikers;

3° de facturering voor de levering van thermische energie;

4° de informatie over de prijsstelling en de facturering van de thermische energie;

5° het nemen van maatregelen van sociale aard, zoals beschermingsmaatregelen bij slechte betaling en bij beëindiging van de leveringsovereenkomst;

6° het nemen van maatregelen in geval van onderbreking van de thermische-energiebevoorrading en het nemen van compenserende maatregelen om de schade veroorzaakt door een onderbreking te beperken;

7° het verstrekken van gegevens over de samenstelling van de energiemix en de CO₂-balans aan zijn verbruikers.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde taken nader bepalen en de modaliteiten daarvan vaststellen.

Art. 23. De Regering kan de leveranciers van thermische energie openbare-dienstverplichtingen opleggen met betrekking tot:

1° de regelmatigheid en kwaliteit van de thermische-energielevering;

2° de klantendienst;

a) zorgen voor een duidelijke, transparante, niet-discriminerende en controleerbare facturering van de levering van thermische energie;

b) zorgen voor een efficiënte dienst voor het beheer van klachten;

3° het nemen van maatregelen van sociale aard;

4° het nemen van maatregelen in geval van onderbreking van de thermische-energielevering en het nemen van compenserende maatregelen om de schade veroorzaakt door een onderbreking te beperken.

Afdeling 2. — Sanctie

Art. 24. De operator van het thermische-energienet of de leverancier van thermische energie die dit decreet niet naleeft, wordt bestraft met een administratieve geldboete van 1.000 tot 100.000 euro.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing en de berekening van de in het eerste lid bedoelde administratieve geldboete.

Art. 25. De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van dit decreet, alsmede de criteria voor de aanwijzing ervan.

Art. 26. De daartoe door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden stellen de tekortkomingen bij proces-verbaal vast.

Op basis van de processen-verbaal over de vaststelling van de tekortkoming stellen de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaren of personeelsleden de overtreder onmiddellijk in kennis daarvan en verzoeken zij hem binnen twintig dagen na ontvangst van het proces-verbaal schriftelijk zijn opmerkingen kenbaar te maken.

Art. 27. Het bedrag van de administratieve geldboete wordt in handen van de ontvanger van de registratie gestort op de rekening van het « Fonds énergie », ingesteld bij het decreet van 12 december 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Indien de overtreders in gebreke blijft bij de betaling van de geldboete, verlangt de Regering van een gerechtsdeurwaarder dat hij de in artikel 24 bedoelde beslissing aan de schuldenaar van de geldboete betekent.

De betekening bevat het bevel tot betaling, op straffe van uitvoering door inbeslagneming volgens de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven door het Strafrechtelijk wetboek, alsook een rechtvaardiging van de geëiste sommen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 28. Onverminderd artikel 9, § 3, lid 2 :

1° beschikken de operatoren, leveranciers en gebruikers van thermische-energienetten waarvan de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of voor een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vóór de inwerkingtreding van dit decreet wordt ingediend, over een termijn van twee jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om aan dit decreet te voldoen, met uitzondering van de netten die gelegen zijn op de industrieterreinen;

2° is dit decreet van toepassing op de operatoren, leveranciers en gebruikers van thermische-energienetten waarvan de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of voor een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vanaf de inwerkingtreding van dit decreet wordt ingediend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 oktober 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waals Parlement, 229 (2019-2020) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 oktober 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204325]

15 OCTOBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'un alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, article 37, modifié par le décret du 22 mai 2008 et le décret du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards;

Vu le rapport du 11 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2020;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 29 juin 2020;

Vu l'avis 67.840/4 du Conseil d'État, donné le 23 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'objectif de la Déclaration de Politique suivant lequel « le Gouvernement visera notamment à mettre en œuvre progressivement, au cours de la législature, un réseau écologique fonctionnel grâce entre autres à [...] la plantation de 4.000 km de haies en milieu ouvert et/ou d'un million d'arbres »;